

*M. McGeer:*

D. Ne pensez-vous vraiment pas qu'il nous en coûterait autant pour alimenter notre propre finance publique par l'entremise d'un système bancaire national s'occupant de la finance publique que ce qu'il en coûte pour l'alimenter au moyen des banques à charte?—R. Non.

D. Nous en aurions davantage et nous l'aurions à meilleur marché?—R. C'est ce que je soutiens constamment.

M. McNEVIN: Personne n'a encore été capable de le prouver au Comité.

*M. Tucker:*

D. Je me suis occupé du coût de fournir du crédit. Maintenant il y a la question de l'endroit où le crédit devra être accordé, et à ce sujet je voudrais vous faire connaître l'attitude de l'Ouest du Canada concernant l'extension du crédit pour l'avancement de l'industrie dans l'Ouest canadien par rapport aux endroits où se trouvent la plupart des administrateurs des banques.

M. SLAGHT: Avant que la réponse soit donnée, me permettez-vous de poser une question?

Le PRÉSIDENT: M. Blackmore a demandé la parole après M. Tucker.

M. BLACKMORE: Il a la permission de poser une seule question.

M. McGEER: J'y consens également.

*M. Slaght:*

D. Une déclaration que vous avez faite il y a un moment m'a fort intéressé. Avant de laisser la question du coût, si j'ai bien compris, vous avez dit que si les banques fonctionnaient sur une base nationale, elles pourraient continuer de prêter aux cultivateurs de l'Ouest d'une année à l'autre si par malheur, ils souffraient des pertes ou subissaient des désastres, et qu'elles pourraient continuer ainsi d'année en année. Avez-vous pensé, en nous faisant cette déclaration, qu'au nombre des contribuables dont l'argent serait ainsi perdu d'année en année se rangeraient, par exemple, les contribuables de mon district de Parry-Sound, les colons et les pêcheurs qui accomplissent tout ce qu'on peut attendre d'eux et aussi les petits commerçants du Canada; ces gens paieraient leurs taxes chaque année pour financer les cultivateurs de l'Ouest. Voilà ce qui m'inquiète dans votre proposition d'une institution nationale qui continuerait à prêter à une classe ou à un secteur, qui est une classe très méritante, mais aux dépens des autres contribuables. Je n'accepte pas cette philosophie.—R. Il n'y a pas d'autre moyen d'en sortir.

*M. McGeer:*

D. Ne croyez-vous pas que certaines régions de l'Ouest du Canada continueront à perdre de l'argent indéfiniment?—R. Pas indéfiniment, je l'espère bien.

D. L'hypothèse est ridicule.—R. J'espère que nous ne passerons plus par une période semblable aux années de disette de 1930 à 1940. Je n'aimerais pas revoir cela.

D. Ou les années de disette à partir de 1940.

*M. Tucker:*

D. L'autre moyen est celui que j'ai proposé et qui consiste à établir l'agriculture sur une base juste et équitable dans l'économie nationale. N'est-ce pas là la solution?—R. Oui.

D. C'est la solution?—R. Oui, et elle deviendrait une obligation de la nation. En d'autres termes, la même chose s'applique quand des dégâts se produisent quelque part et qu'un certain nombre de gens doivent en souffrir. Toute la nation a le devoir de se montrer à la hauteur du désastre national et doit fournir les objets nécessaires pour subvenir aux besoins de ces gens et les